

« Jusqu'à la fin du monde » : La révolution inachevée du Myanmar

dimanche 12 février 2023, par [NARAI Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2022).

Sommaire

- [De la désobéissance civile à](#)
- [Le moteur de la révolution](#)
- [Deux Birmanie](#)
- [Le capitalisme birman à \(...\)](#)
- [« Une discipline qui fait](#)
- [La gauche et la transition](#)
- [Une « guerre révolutionnaire](#)
- [Du développement combiné \(...\)](#)
- [« Jusqu'à la fin du monde »](#)

*L'histoire est écrite avec notre sang
Révolution !*

*Ceux qui ont perdu la vie dans la lutte pour la démocratie
Notre pays est une terre construite avec des martyrs.
Nous ne serons pas satisfaits jusqu'à la fin du monde.*

- « Kabar Ma Kyay Bu » (« Jusqu'à la fin du monde ») [1]

Cet article est un compte rendu préliminaire d'une révolution inachevée. Il s'agit d'une tentative d'explorer les implications de la grande vague de grèves et de manifestations déclenchée en réponse au coup d'État du généralissime Min Aung Hlaing et les conséquences du conflit armé qui a englouti de grandes parties du pays. [2]

Cette révolution reste inachevée à deux égards : les forces opposées à la junte sont loin d'être épuisées (bien que la voie que beaucoup empruntent aujourd'hui soit bien différente de celle ouverte par le soulèvement de février) ; et les problèmes matériels qui ont motivé le soulèvement initial ne pourront être résolus que si le processus révolutionnaire se transforme en une attaque contre l'ensemble de la classe dirigeante birmane. [3]

Les forces sociales et les aspirations déclenchées par le soulèvement initial sont résumées dans ce récit de la grève générale du 22 février par un marin de Yangon :

« Il y a des délégations de travailleurs partout : des marins comme moi, mais aussi des infirmières, des ingénieurs, des ouvriers d'usine, des enseignants, des employés de banque, des fonctionnaires, des étudiants. Les infirmières et les fonctionnaires sont les véritables héros de la démocratie, car ce sont eux qui ont lancé le MDC [mouvement de désobéissance civile]. Mais maintenant, tout le monde rejoint le MDC. Même maintenant, les ouvriers du bâtiment quittent les chantiers du centre-ville de Yangon pour se joindre à la foule, qui ne cesse de grossir. Tout le monde applaudit, acclame et chante lorsqu'il voit les cheminots défilier dans leurs colonnes. Tout le monde dans la ville sait que TOUS les cheminots ont participé au MDC... Ce jour-là, on avait l'impression que chaque usine,

chaque lieu de travail, chaque canton de Yangon était représenté...

Les gens n'étaient plus les mêmes. Quelque chose avait changé en eux, quelque chose avait changé dans leur âme... De parfaits inconnus se comportent comme s'ils se connaissaient depuis toujours. Tout le monde fait des discours partout. Chaque coin de rue est transformé en son propre parlement. Des étudiants de l'université de Yangon, avec leurs diplômes et leurs connaissances, débattent de politique avec des ouvriers d'usine au coin de la rue. Mais ils le font sur un pied d'égalité, comme si l'opinion de chacun comptait vraiment et était respectée...

Il y a aussi le grand compte à rendre avec nos péchés passés, comme ce qui est arrivé aux Rohingyas et à d'autres groupes ethniques qui ont été persécutés par les militaires... Si l'histoire doit se souvenir de moi pour quelque chose, c'est que je suis désolé de ne pas avoir défendu les Rohingyas lorsqu'ils ont été expulsés de notre pays et assassinés par dizaines de milliers... La révolution doit rendre justice à ces gens et nettoyer notre pays de ces péchés passés qui ont été commis en notre nom.

Cependant, il y a une chose dont je me souviens très bien ce jour-là. Une chose que je n'oublierai jamais jusqu'au jour de ma mort. C'était la vue de ces travailleurs journaliers arrivant dans le centre-ville de Yangon. Ces travailleurs sont très, très pauvres... S'ils arrêtent de travailler, ils risquent de ne pas pouvoir manger le lendemain. Mais des groupes d'entre eux ont mis toutes leurs économies de côté et ont loué des camionnettes... Et ils arrivent à Yangon depuis leurs communes (Townships) pauvres avec des chants révolutionnaires diffusés par les fenêtres de la camionnette. Les gens s'accrochent aux camionnettes en criant que tout le monde doit rejoindre la révolution. Et quand je les vois dans les rues de Yangon, je me dis que ces gens sont courageux et héroïques ! Ces gens qui n'ont rien, qui souffrent tant. S'ils peuvent le faire, tout le monde peut le faire !

Et nous chantons tous : "NOUS VOULONS LA DÉMOCRATIE ! LA RÉVOLUTION DOIT GAGNER ! » [\[4\]](#)

Les lignes qui suivent décrivent la trajectoire du processus révolutionnaire depuis février, afin d'aider à définir les défis auxquels sont confrontées les forces opposées à la junte de Min Aung Hlaing. Je ferai une série de remarques : que la classe ouvrière a été le moteur de la lutte révolutionnaire au cours des premiers mois du soulèvement et qu'elle a entraîné derrière elle d'autres couches opprimées (petits agriculteurs et minorités ethniques) ; que la classe dirigeante birmane ne se résume pas aux généraux au pouvoir et à leurs conglomérats d'entreprises, mais qu'elle est un patchwork plus large qui comprend le capital de l'État birman, les « copains » [cronies] et les capitalistes régionaux ; que l'aile de la classe dirigeante qui a été renversée lors du coup d'État de février utilise la lutte armée contre la junte pour transformer le processus révolutionnaire en une forme de restauration capitaliste par le haut ; que l'incapacité de la vague de grève de février et mars à renverser le régime était due à l'absence d'une direction politique capable d'étendre le mouvement de grève à des sections plus larges de la classe ouvrière, de transformer le mouvement en une lutte pour le contrôle de la production et de promouvoir des mutineries généralisées au sein des forces armées ; et que la tâche essentielle des révolutionnaires au Myanmar aujourd'hui doit être de commencer à jeter les bases d'une organisation marxiste révolutionnaire capable de rassembler les travailleurs les plus avancés en une force de combat capable de diriger la masse des travailleurs et d'entraîner derrière eux des masses plus larges (petits agriculteurs et minorités ethniques) dans une révolution qui renverse non seulement le régime militaire mais aussi l'ensemble de la classe dirigeante birmane.

De la désobéissance civile à la lutte armée

Des grèves et des manifestations ont éclaté au Myanmar après que le Tatmadaw a arrêté la conseillère d'État Aung San Suu Kyi et renversé le gouvernement nouvellement élu de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) le 1^{er} février 2021, installant le généralissime Min Aung Hlaing à la tête du Conseil d'administration de l'État (SAC).

L'appel à un mouvement de désobéissance civile (MDC) contre le SAC lancé par des travailleurs de la santé et des fonctionnaires, suivi par des manifestations de travailleurs de l'habillement dans le centre de Yangon le 6 février, a été le détonateur social d'un mouvement d'opposition à la junte dans tout le pays. Des grèves ont paralysé des pans entiers de l'industrie tandis que des masses de personnes descendaient dans la rue dans presque tous les coins du pays, jusqu'à la grève générale du 22 février, qui a vu plus d'un million de personnes défiler dans tout le Myanmar et plusieurs millions d'autres participer à des arrêts de travail.

En réponse, Tatmadaw a déclenché une furie de violences - gaz lacrymogènes, canons à eau, coupures des télécommunications et de l'électricité, couvre-feu et arrestations massives - dans le but d'intimider les manifestants et d'incarcérer les meneurs de la grève. Selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques, plus de 2 100 personnes avaient été arrêtées et plus de 200 tuées au début du mois de mars.

L'ampleur de la répression a eu des répercussions sur la résistance à la junte. Les grandes manifestations de rue et les assemblées en plein air, prédominantes au cours des premières semaines du soulèvement, ont été remplacées par d'intenses combats de rue, tandis que dans les zones rurales, les organisations armées ethniques (EAO) ont commencé à protéger les manifestants des forces de sécurité et à mener des attaques contre les bases militaires. Dans les quartiers populaires, les manifestants et les travailleurs en grève ont construit des barricades à l'aide de poubelles, de charrettes, de pneus et de fils barbelés, et les principales routes des villes ont été bloquées en permanence. Dans des scènes qui rappellent le soulèvement de Hong Kong en 2019, les manifestants se sont équipés de casques de protection, de masques à gaz et de boucliers de fortune pour se protéger lors des combats de rue.

Entre-temps, le Comité représentant le Pyidaungsu Hluttaw (CRPH) - un groupe de parlementaires issus en grande partie de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) - a annoncé la formation d'un gouvernement d'unité nationale (GUN). Le GUN a publié une charte visant à réécrire la constitution du pays, qui promet de consacrer les droits de toutes les minorités ethniques, y compris les Rohingyas apatrides, et d'établir une armée d'union fédérale basée sur les EAO préexistantes.

Le processus révolutionnaire a pris un nouveau tournant le 8 mars lorsqu'une coalition de syndicats a lancé une grève générale illimitée visant à renverser la junte. Avant la grève générale, certaines des manifestations les plus importantes depuis le 22 février ont eu lieu dans tout le pays, notamment des sit-in de masse qui ont défié les couvre-feux nocturnes et des réunions de masse des travailleurs de l'habillement dans les districts industriels de Yangon. Selon la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM), de larges pans de l'économie ont été complètement paralysés par la grève générale, notamment les banques, les chantiers navals, les transports, les chemins de fer, les grandes usines, les grandes exploitations agricoles, les raffineries de pétrole, les mines, les hôpitaux, les écoles et les centres commerciaux. Fait important, toute extraction d'énergie aurait cessé et les réserves de carburant et d'énergie du pays s'amenuisent.

La réponse de la Tatmadaw a été de mobiliser les forces armées à sa disposition pour écraser le mouvement de masse dans une vague de terreur contre-révolutionnaire : les expulsions massives des

travailleurs du secteur public des logements fournis par le gouvernement ont été combinées à des massacres dans tout le pays. Un incident, connu sous le nom de bataille de Hlaing Tharyar, a impliqué une confrontation de quatre jours entre les travailleurs et les étudiants et les forces armées, qui a coûté la vie à au moins 60 manifestants dans un quartier ouvrier de Yangon.

Depuis lors, la campagne est devenue le principal lieu de confrontation. Des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs des villes ont cherché la sécurité dans les zones frontalières contrôlées par les ethnies, ont suivi un entraînement à la guérilla et ont formé un certain nombre de groupes armés sous la bannière des « Forces de défense du Peuple » (PDF). Ces groupes affrontent désormais la Tatmadaw dans certaines parties des États Chin, Shan, Karen et Kachin, dans la région de Sagaing et dans tout le delta de l'Irrawaddy. La résistance urbaine se poursuit sous la forme plus limitée d'assassinats ciblés de militaires et de leurs informateurs, tandis que les manifestations quotidiennes de type « manifestations flash » (« flash-mob ») se poursuivent dans les grandes villes et les communes. On estime que pas moins de 4 000 soldats et policiers ont été tués par les PDF, tandis que 8 000 d'entre eux seraient passés à l'opposition (2 000 soldats et 6 000 policiers) [5].

Entre-temps, les retombées économiques du coup d'État ont infligé des coups dévastateurs au niveau de vie des travailleurs, avec une perte d'emplois estimée à 1,2 million au cours du premier semestre de 2021 et des prévisions selon lesquelles près de la moitié de la population vivra sous le seuil de pauvreté en 2022 [6]. Cette situation a été combinée à une troisième vague catastrophique de COVID-19, qui a commencé fin mai et a coûté la vie à au moins 16 000 personnes [7]. De même, le bilan officiel des personnes tuées par les forces de sécurité depuis le coup d'État s'élève actuellement à plus de 1 400 et plus de 8 000 personnes ont été arrêtées. Les conséquences de ces coups catastrophiques sur la classe ouvrière et les pauvres sur leur volonté de continuer à résister au régime de Min Aung Hlaing ne sont pas claires.

Ce qui est clair, c'est que depuis la défaite de la grève générale étendue, le GUN a pu s'affirmer comme la direction politique de facto des forces anti-coup. Il a encouragé l'intervention des puissances régionales, les sanctions contre les entreprises contrôlées par l'armée et la militarisation croissante de la lutte. Début septembre, le GUN a officiellement déclaré une « guerre révolutionnaire du peuple » contre le régime de Min Aung Hlaing. Mais cette déclaration de guerre n'a fait que formaliser la situation politique qui prévalait sur le terrain depuis plusieurs mois, avec des dizaines de milliers de personnes déjà sous les armes pour combattre le régime. À l'heure où nous écrivons ces lignes, d'importantes parties des campagnes où prédominent les forces de résistance (États Chin, Shan, Karen, Kachin et région de Sagaing) sont transformées en ruines fumantes par la campagne anti-insurrectionnelle de la Tatmadaw, tandis que les attentats à la bombe et les assassinats ciblés de militaires sont une caractéristique quasi permanente du paysage urbain du Myanmar.

Le moteur de la révolution

L'impasse actuelle contraste fortement avec les espoirs et les rêves de février. Et les figures qui s'affirment aujourd'hui comme la direction politique de facto des forces démocratiques - le GUN - ne pourrait pas être plus éloignée des travailleurs, des étudiants, des pauvres urbains et ruraux et des minorités ethniques qui ont mené la lutte de masse contre le coup d'État dans les premiers mois du soulèvement. En effet, la source initiale de la force du soulèvement n'était pas seulement sa capacité à se mobiliser dans les rues, mais aussi sur les lieux de travail.

La classe ouvrière du Myanmar est-elle capable de mener une révolution contre le régime de Min Aung Hlaing ? Les marxistes affirment que la classe ouvrière a une capacité particulière à défier la

classe dirigeante, car elle crée toutes les richesses de la société et effectue le travail nécessaire au fonctionnement de la société. Au Myanmar, ce tableau a été compliqué par des décennies de dictature, de guerre et par les formes combinées et inégales par lesquelles le pays a été intégré dans les circuits internationaux d'accumulation du capital. Il en est résulté une dépossession généralisée des terres dans les zones rurales qui a soutenu un secteur informel à bas salaires (84 % de la main-d'œuvre) dans les centres urbains en expansion rapide [8]. [Cela a produit une classe ouvrière qui est combinée et inégale dans son caractère. Les ouvriers et les pauvres sont majoritaires, mais ceux qui ont un emploi formel sont minoritaires. La plupart des travailleurs conservent un lien avec la campagne par le biais d'un emploi dans le secteur agraire ou de la propriété de petites parcelles de terre, sous la menace constante d'une dépossession. Enfin, les conflits militarisés dans les zones frontalières ont renforcé les divisions ethniques qui opposent le centre à majorité bamare et les minorités ethniques de la périphérie (30 à 40 % de la population qui occupe environ 60 % de la superficie totale du Myanmar). Néanmoins, il existe des points de l'économie du Myanmar où des concentrations de travailleurs sont dotées d'un immense pouvoir potentiel, comme dans les secteurs de l'énergie, de l'extraction, de l'exportation et des transports, et sur les produits de première nécessité que ni les administrations civiles ni les dictatures précédentes n'ont été en mesure de fournir à la majorité de la population.

La trajectoire de la mobilisation de la classe ouvrière tout au long des mois de février et mars illustre également qu'il est possible de construire une unité dans l'action collective entre les employés et les chômeurs, entre ceux du secteur « formel » (avec des salaires plus élevés ou des niveaux d'éducation et de statut professionnel) et ceux qui sont marginalisés et exclus socialement, et entre le centre Bamar et la périphérie ethnique qui ont historiquement été opposés les uns aux autres. Il est également significatif que les sections de la classe ouvrière qui comptent les plus fortes concentrations de femmes (infirmières et ouvrières de l'habillement) aient joué un rôle central en dirigeant les autres travailleurs dans la lutte, en brisant les stéréotypes sexistes qui voient les femmes comme passives et subordonnées.

Le trait unificateur de ces formes de conscience combinées et inégales était une défense de la démocratie qui allait au-delà d'un simple rétablissement du gouvernement élu ; c'était une tentative de défendre, et parfois d'étendre, les intérêts matériels de la classe ouvrière aux côtés de ceux des pauvres urbains et ruraux contre les incursions du pouvoir militaire direct.

Les travailleurs de la santé ont fourni la première étincelle de résistance. Ils avaient fait les frais de l'insuffisance criante du système de santé du Myanmar pendant la pandémie. « Les hôpitaux étaient déjà complètement envahis par le COVID-19 avant le coup d'État », a expliqué une infirmière en grève de l'hôpital des travailleurs de Yangon. « *Nous savions que cette situation allait devenir beaucoup, beaucoup plus grave sous une autre dictature militaire.* » [9]

Les cols blancs du secteur public n'ont pas tardé à suivre : les enseignants se sont engagés à maintenir les écoles fermées tant que la junte resterait au pouvoir ; les travailleurs de la fonction publique ont paralysé des pans entiers de l'administration publique. Au total, on estime que les trois quarts des fonctionnaires étaient en grève en février, y compris environ 60 % des travailleurs de l'électricité [10]. [Ils ont été rejoints par les travailleurs du secteur bancaire et financier, l'ensemble du secteur bancaire privé ayant été fermé à la mi-février.

Les travailleurs industriels du secteur de l'énergie et des ressources à Nyaungdon (à l'ouest de Yangon) et à Singu-Chauk (au centre du Myanmar) ont été parmi les premiers à se joindre à l'appel à la grève le 5 février. Des centaines de travailleurs de la mine de cuivre de Kyisintaung, propriété de l'armée, ont rapidement suivi, ainsi que les ouvriers agricoles de la ville voisine de Minbu, qui jouent un rôle important dans la production de produits agricoles destinés à nourrir la population locale.

Les travailleurs de l'habillement des zones industrielles de Yangon ont joué un rôle crucial dans le gonflement des premières manifestations du 6 février, qui se sont ensuite étendues à l'ensemble du pays. Ces travailleurs effectuent le travail qui est à la base du plus grand secteur d'exportation du Myanmar et peuvent perturber gravement le flux des bénéfices vers la classe dirigeante. Il n'est pas surprenant que les travailleurs de l'habillement aient été à l'avant-garde de l'organisation syndicale pendant plus d'une décennie, ce qui les a dotés d'une confiance et d'un militantisme qui se sont avérés décisifs lors des premières résistances au coup d'État. En effet, ce sont les rapports largement diffusés sur les réunions de masse des travailleurs de l'habillement, les images vidéo de centaines de femmes organisant des sit-in tout en tapant sur des casseroles dans les cantines, et la vue de travailleuses défilant vers des manifestations dans le centre de Yangon qui ont joué un rôle crucial en donnant confiance aux autres sections de la classe ouvrière pour faire grève.

Après que ces travailleurs de l'habillement aient temporairement usurpé le pouvoir du capital sur le travail, les répercussions de leurs grèves se sont fait sentir dans les usines. « *De nombreux travailleurs retournent dans les usines et doivent se battre contre les directeurs d'usine pour éviter d'être victimisés pour avoir participé aux grèves* », a expliqué un travailleur de la confection de Hlaing Tharyar. « *Cela entraînait de plus en plus de protestations sur le lieu de travail et de grèves contre la victimisation. Les grèves étaient comme le rouet de nos machines à coudre - elles tournent en rond.* » [11]

Cette roue qui tourne a poussé les travailleurs du secteur de la logistique à se mettre en grève. Les cheminots ont participé aux manifestations du 6 février dans le centre de Yangon, puis ont fermé l'ensemble des réseaux ferroviaires de la capitale commerciale et de Mandalay pendant toute la semaine suivante. Ils ont été rejoints par les chauffeurs de camion de Yangon, dont environ 90 % étaient en grève à la mi-février. L'action des chauffeurs, dont beaucoup sont reliés aux principaux ports de Yangon, a propulsé les marins et les ouvriers des chantiers navals dans les grèves. Il est important de noter que les travailleurs des deux principaux ports de Yangon - les terminaux de Thilawa et de Yangon - qui traitent 90 % du fret maritime et 70 % des flux commerciaux totaux du pays ont été parmi les premiers à cesser le travail. Fin février, de nombreux rapports faisaient état de conteneurs d'expédition s'empilant dans les terminaux. Un marin en grève de Yangon a expliqué plus tard : « *Une section de travailleurs s'arrête et toutes les roues s'arrêtent de tourner* ». [12]

Les grèves générales des 8, 15 et 22 février ont rassemblé tous ces éléments naissants du pouvoir de classe dans ce qu'un conducteur de train a décrit comme le « moteur » de la lutte révolutionnaire [13]. Il entendait par là le processus par lequel chaque grève générale attirait un plus grand nombre de travailleurs dans des actions centralisées, avant de les disperser à nouveau sur leurs lieux de travail et de faire naître de nouvelles batailles [14]. Ces batailles comprenaient les travailleurs de l'habillement mentionnés plus haut ou les manifestations du 6 février qui ont propulsé les cheminots dans le mouvement. Ce sont ces manifestations du pouvoir des travailleurs qui ont entraîné des éléments plus larges du « peuple » dans la lutte contre le régime de Min Aung Hlaing : les pauvres des villes, les petits agriculteurs et des sections des minorités ethniques, y compris les Rohingyas persécutés qui languissent dans les camps de réfugiés au Bangladesh [15].

Au lendemain de chacune de ces grèves générales, le régime a tenté d'augmenter le niveau de répression, afin de paralyser le mouvement. Au début, la répression a eu un effet profondément radicalisant et a attiré un nombre croissant de personnes dans la lutte. Mais au fur et à mesure qu'elle s'intensifiait et devenait mortelle, seuls les plus militants osaient descendre dans la rue, s'engageant dans la construction de barricades et les combats de rue pour soutenir la vague de grève générale. Un bibliothécaire de Yangon qui avait rejoint l'un des centaines de groupes de combat de rue à travers le pays au début du mois de mars a expliqué : « *Nous savons que nous pouvons être arrêtés ou tués par des balles réelles lorsque la police et les soldats nous tirent dessus - mais nous devons défendre nos camarades* ». [16]

Après une accalmie temporaire de l'ampleur des mobilisations de rue, c'est au cours de la période précédant la grève générale du 8 mars qu'ont eu lieu certaines des plus grandes manifestations depuis le 22 février. Cela s'explique par le sentiment de pouvoir collectif et de confiance dont les travailleurs en grève peuvent doter de larges pans de la population. Ces actions comprenaient des sit-in qui ont défié les couvre-feux nocturnes et la loi martiale du régime, ainsi que des réunions de masse des travailleurs de l'habillement dans les districts industriels de Yangon, qui ont exhorté tous les travailleurs et les pauvres à se rallier à la fermeture indéfinie de l'économie jusqu'à ce que le régime soit renversé.

Un employé de banque de Yangon a peint une image du pays au plus fort de la grève générale prolongée de la mi-mars :

« Les hôpitaux sont tous fermés ; les bâtiments gouvernementaux aussi. L'argent ne peut pas circuler normalement, car toutes les banques sont fermées. Les chantiers navals sont à l'arrêt. Les conducteurs de train ne veulent pas reprendre le travail et les militaires ne savent pas comment faire fonctionner [les trains]. Aucun magasin n'est ouvert et les gens disent que les travailleurs des grandes exploitations agricoles refusent de travailler. Toutes les usines sont fermées ; et même si elles étaient ouvertes, il y a très peu de carburant ou de matières premières pour les alimenter, car les travailleurs du pétrole sont en grève. Le pays est complètement paralysé - sans travailleurs, le monde s'arrête de tourner. » [17]

C'est la menace que cette grève générale étendue représentait pour l'ensemble de la classe dirigeante qui a conduit à la terreur contre-révolutionnaire qui a suivi. Les expulsions massives des cheminots, des infirmières, des fonctionnaires et des employés de banque se sont ajoutées au carnage de Hlaing Tharyar et aux bains de sang qui ont eu lieu ailleurs dans le pays. La nature apparemment indiscriminée de la violence avait pour seul but de paralyser le moteur de la lutte de masse et d'écraser l'âme sociale au cœur du processus révolutionnaire. Carlos Sardiña Galache a décrit avec justesse la terreur lorsqu'il a écrit à la fin du mois de mars : *« Une telle brutalité peut être vue comme le désespoir d'une bête acculée qui libère sa fureur dans toutes les directions »*. [18]

Deux Birmanie

Toute compréhension de la classe dirigeante birmane et du caractère de son État doit commencer par les modèles de développement inégal combiné et établi sous le régime colonial britannique, qui a intégré la région dans le système capitaliste mondial et délimité le pays en deux zones administratives d'accumulation : un centre de plaine structuré autour de la production de rizières dans le delta de l'Irrawaddy et du forage pétrolier dans les plaines centrales ; et une périphérie frontalière structurée autour de l'exploitation minière et forestière. Les Britanniques ont mis au point des catégories « ethniques » racialisées fondées sur la région géographique, la langue et les pratiques coutumières. Les habitants du centre des plaines (Bamar, Mon et Rakhine) ont été placés sous la domination directe des Britanniques et exclus de toute participation à l'État colonial, tandis que ceux des régions périphériques (Kachin, Shan, Chin, Karenni) ont bénéficié d'un certain degré d'autonomie en échange du pillage de leurs ressources naturelles. En conséquence, la concentration de la propriété et du contrôle des moyens de production dans une poignée d'entreprises britanniques a entravé le développement d'une bourgeoisie indigène, tandis que la solidification des identités ethniques a rendu plus difficile l'émergence d'un mouvement national d'indépendance unifié. [19]

La lutte contre la domination coloniale et l'occupation japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale a contribué à consolider ces « deux Birmanie » en délimitant les forces nationalistes qui

ont collaboré avec les Britanniques et les Américains (Musulmans Kachin, Karen, Chin, Arakan) et celles qui ont collaboré avec les Japonais (Bamar, Bouddhistes arakan). Depuis qu'ils ont obtenu leur indépendance de la domination britannique en 1947, l'État birman et sa classe dirigeante ont été façonnés par les conflits entre le centre bamar et la périphérie des minorités ethniques, ce qui a contribué à masquer la lutte plus profonde pour le contrôle de la terre et de la main-d'œuvre qui habite ces « deux Birmanie ».

Les gouvernements post-indépendance de U Nu ont tenté de résoudre les problèmes de développement inégal par le biais d'un régime capitaliste d'État qui a nationalisé de larges pans de l'industrie et substitué la bureaucratie d'État à une faible bourgeoisie nationale. Pendant ce temps, la tentative de construire un État centralisé des basses terres et de l'imposer à la périphérie a plongé le pays dans la guerre civile et l'expansion rapide de Tatmadaw. L'État central est confronté non seulement au Parti communiste de Birmanie, mais aussi à un ensemble d'armées ethniques qui cherchent toutes à obtenir l'indépendance. Pour rendre la situation encore plus complexe, ces forces ont été rejointes par les restes des armées nationalistes chinoises du Kuomintang qui s'étaient retirées de l'autre côté de la frontière après avoir été vaincues par l'Armée populaire de libération de Mao [20].

Selon un schéma qui s'est répété dans une grande partie du monde postcolonial, les militaires sont devenus l'aile dominante de la classe dirigeante. Ce processus a été exacerbé par l'intensité des conflits armés en cours, tant dans le centre que dans la périphérie, qui ont coïncidé avec la phase de développement industriel rapide. Les officiers de haut rang sont devenus des administrateurs d'État au sein d'une armée en pleine expansion qui a assumé un éventail élargi de fonctions étatiques. Grâce à l'Institut des services de la défense, le corps des officiers est devenu le plus grand bloc de capitalistes du pays, avec des intérêts dans les secteurs de la banque, de la fabrication, de la construction, de l'immobilier, de l'hôtellerie, de l'exploitation minière, de l'agriculture, des transports, du divertissement, des médias, et un monopole sur les licences d'importation et d'exportation. Tatmadaw a profité des crises permanentes du régime de U Nu et s'est vu confier temporairement le pouvoir dans un « gouvernement intérimaire » en 1958, avant de procéder à un coup d'État définitif sous la direction du général Ne Win (commandant en chef de Tatmadaw) en mars 1962.

Le régime de Ne Win a tenté de résoudre les problèmes de développement inégal en radicalisant le projet capitaliste d'État sous la bannière de la « voie birmane vers le socialisme ». Toutes les industries restantes ont été nationalisées, les capitaux étrangers et privés ont été confisqués et chassés du pays, et grâce à l'exportation de pétrole, le régime a cherché à construire une base manufacturière avancée centrée sur l'industrie lourde. Les campagnes de contre-insurrection contre la gauche et les armées ethniques se poursuivent tout au long de cette période. Le pouvoir politique formel a finalement été confié au Parti du programme socialiste birman (BSPP) au début des années 1970, perfectionnant le modèle des dictatures staliniennes à parti unique observées ailleurs, avec Ne Win conservé comme chef d'État.

Pourtant, dans les années 1980, le projet BSPP était en difficulté, luttant contre l'inflation et la forte baisse des prix du pétrole. Les programmes d'ajustement structurel qui visaient à résoudre ces problèmes ont provoqué une vague de grèves et de manifestations en 1987 et 1988. Ne Win a été contraint de démissionner de son poste de chef de l'État, mais cela n'a guère contribué à calmer l'agitation. Le mouvement a culminé dans une grève générale nationale en août 1988, avec des mutineries de l'armée et la formation généralisée de comités de grève dans les communes. L'absence d'une direction révolutionnaire a permis à Aung San Suu Kyi (fille d'Aung San, le chef militaire qui a mené la lutte pour l'indépendance contre la domination coloniale) et à une partie des anciens officiers militaires regroupés sous la bannière de la Ligue nationale pour la démocratie de canaliser un mouvement semi-insurrectionnel dans une lutte modérée pour des élections libres et

équitable. Tatmadaw a finalement pu reprendre le contrôle de la situation, un groupe de jeunes officiers et généraux s'emparant du pouvoir par un coup d'État et s'installant à la tête du Conseil d'État pour l'ordre public (SLORC). Dans la terreur contre-révolutionnaire qui a suivi, des milliers de civils ont été massacrés et des leaders de la contestation incinérés vivants, tandis que ceux qui ont échappé à ce sort, comme Suu Kyi, ont été jetés en prison ou assignés à résidence. Le régime du BSPP a été dissous, les syndicats ont été mis hors la loi et les résultats des élections de 1990 (remportées haut la main par la LND) ont été annulés. Le général Than Shwe et ceux qui se sont regroupés autour de lui ont fini par se regrouper au sein du SLORC, qu'ils ont ensuite rebaptisé Conseil d'État pour la paix et le développement au milieu des années 1990 [21].

Le capitalisme birman à l'ère néolibérale

La dictature de Than Shwe a supervisé la transformation néolibérale de la Birmanie, désormais rebaptisée Myanmar. Son régime a ouvert l'économie aux investissements étrangers et a obtenu l'accès à de vastes étendues de terres et de ressources naturelles grâce à des accords de cessez-le-feu avec les dirigeants des minorités ethniques. Ce faisant, les dirigeants militaires ont construit un modèle d'accumulation structuré autour des industries extractives des zones frontalières et de la périphérie - gaz, minerais de terres rares, pierres précieuses, bois - qui a ensuite jeté les bases du développement de la confection, de la construction et de la finance dans le centre des basses terres. Cette transformation a donné à la classe dirigeante birmane un certain nombre de caractéristiques distinctes qui ont persisté jusqu'à ce jour :

1. Tatmadaw joue un rôle dominant à la fois au sein de l'État et de la classe capitaliste.

En l'absence d'une bourgeoisie nationale forte, une partie du corps des officiers s'est transformée de gestionnaires du capital pour le compte de l'État en propriétaires qui contrôlent désormais les moyens de production. Le régime de Than Shwe a créé deux conglomérats appartenant à des militaires : Union of Myanmar Economic Holdings Company Limited (UMEHL), avec des intérêts dans la banque, le commerce, le tourisme et les pierres précieuses, et Myanmar Economic Corporation (MEC), avec des intérêts dans l'industrie lourde, les mines et l'énergie. Le régime ayant ouvert l'économie du Myanmar aux marchés étrangers, UMEHL et MEC ont pu absorber une grande partie des investissements directs étrangers.

Dans le même temps, Tatmadaw a procédé à une expansion massive de ses propres rangs, consacrant près de la moitié du budget de l'État au secteur de la sécurité. Il a notamment placé la police antiémeute sous son commandement direct, acquis toute une gamme de matériel militaire de pointe et augmenté les effectifs de l'armée, qui sont passés de 180 000 à la fin des années 1980 à environ 400 000 aujourd'hui. Dans le même temps, d'anciens officiers de l'armée continuent à occuper une grande partie des postes de direction de la bureaucratie d'État.

Le monopole de Tatmadaw sur les moyens de violence et sur certaines parties de la bureaucratie de l'État est inscrit dans la Constitution de 2008, un quart des sièges des deux chambres du Parlement étant réservé à des militaires désignés (mais pas élus). Cela permet à l'armée de bloquer tout amendement constitutionnel et de contrôler les ministères de la Défense et de l'Intérieur.

2. Le capital de l'État birman continue de jouer un rôle dominant dans l'économie par le biais des Entreprises économiques d'État (EEE) de ressources naturelles.

Une autre conséquence de la faiblesse de la bourgeoisie nationale a été la résistance initiale aux privatisations, jusqu'à ce que Tatmadaw ait assuré sa position au sein de la classe capitaliste par le biais de ses propres conglomérats, ce qu'elle a réalisé dans le cadre d'une alliance avec le capital de

l'État birman, en se vendant certains actifs de l'État tout en conservant les monopoles d'État dans des secteurs clés. Les plus grandes EEE sont centrées sur les industries extractives très rentables, notamment les combustibles fossiles, les minéraux, le bois et les perles.

Le projet de la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE) dans la mer d'Andaman, les champs gaziers de Yadana, illustre bien ce processus. En 1994, MOGE a signé un protocole d'accord pour approvisionner la Thaïlande en gaz naturel [22]. Chevron et Total ont alors créé une coentreprise pour construire et exploiter le gazoduc. Tatmadaw y a aidé en dégagant une route à travers le Tenasserim et s'est engagé à protéger le projet contre les attaques des groupes ethniques armés. Aujourd'hui, plus de 460 millions de dollars US de loyers sont générés chaque année pour l'État birman, et des bénéfices importants reviennent à Chevron et à Total. Cet arrangement constitue une relation mutuellement bénéfique tant pour la classe dirigeante birmane que pour ses partenaires étrangers.

Parallèlement, la Birmanie vend chaque année à la Chine du jade pour un montant estimé à 31 milliards de dollars américains, l'État de Kachin produisant à lui seul 70 % de l'offre mondiale de jade. De même, on estime que la moitié des terres rares utilisées par la Chine proviennent de mines publiques birmanes. La majorité de ces bénéfices ne sont pas déclarés et sont siphonnés sur de « autres comptes » spécialement désignés, détenus par des fonctionnaires et des militaires [23].

La domination continue du capital de l'État birman au sein de la classe dirigeante signifie que si les EEE n'emploient que 145 000 personnes sur une population de 54 millions d'habitants, elles génèrent environ la moitié des recettes de l'État et reçoivent la moitié du budget de l'État. Leur position économique et politique centrale leur permet d'exercer une énorme influence sur l'orientation générale de l'accumulation du capital, notamment grâce à leur capacité à octroyer des licences et des contrats en échange de loyers et de parts de bénéfices.

Dans la mesure où une bourgeoisie privée a émergé à l'ère néolibérale, elle s'est appuyée sur des relations népotiques avec Tatmadaw. Elles ont été une source vitale de capitaux, de contrats et d'accès aux réseaux internationaux en Chine, à Hong Kong, en Thaïlande, au Japon et à Singapour. Ces « copains » (cronies) ont fait fortune en exportant du bois, des pierres rares, des minéraux et des produits agricoles de base, ce qui leur a fourni le capital nécessaire pour créer des entreprises de construction capables de tirer parti de l'augmentation des dépenses d'infrastructure du gouvernement et du boom de l'immobilier privé. Lorsque les privatisations des actifs de l'État ont finalement eu lieu, les principaux bénéficiaires étaient les conglomérats que ces capitalistes contrôlaient désormais. Aujourd'hui, ces copains et leurs conglomérats ne représenteraient que 5 % des entreprises, mais ils contrôlent, avec les conglomérats contrôlés par les militaires et les capitaux de l'État birman, la majorité de la richesse du pays [24].

3. La persistance de la question nationale.

La tentative de construire un État-nation moderne qui unifie le centre et la périphérie a été un thème constant de l'histoire moderne de la Birmanie. Elle trouve son expression dans l'idéologie dominante des « races nationales ». Bien qu'aucun texte juridique ne rende pleinement compte de cette idéologie dominante, les lois sur la citoyenneté adoptées par le BSPP en 1982 ont contribué à codifier les divisions ethniques du Myanmar en 135 « races nationales », qui faisaient toutes partie d'un grand royaume historique connu sous le nom de Birmanie et qui ont vécu en harmonie jusqu'à l'arrivée des Britanniques. L'exception importante à ce mythe historique est la population musulmane rohingya de l'État de Rakhine, qui continue d'être considérée comme des étrangers illégaux venus du Bangladesh et faisant partie des calamités inaugurées par la domination britannique. Les différents groupes qui composent les « races nationales » abordent cette idéologie de différentes manières et les interprétations sont politiquement contestées au sein de chaque

groupe. Pour les ethno-nationalistes bamars, elle établit une hiérarchie bénéfique qui les place au sommet, tandis que pour le nationalisme kachin, elle implique la libération de ses membres des contraintes imposées par l'État central birman. En revanche, le nationalisme rakhine s'articule autour de la récupération d'un passé imaginaire de royaume indépendant et puissant [25].

La mosaïque d'accords de cessez-le-feu signés entre le régime de Than Shwe et un certain nombre de dirigeants de minorités ethniques a laissé le pouvoir politique et économique dans les zones frontalières divisé entre un éventail déconcertant d'acteurs, dont le gouvernement central, divers groupes armés, des milices travaillant avec le gouvernement, des seigneurs de guerre ethniques et des réseaux de capitaux locaux et régionaux. Chacun de ces groupes est en perpétuelle compétition avec les autres pour le territoire et les ressources. [26]

Il en résulte des formes d'accumulation primitive que Kevin Woods appelle le « capitalisme de cessez-le-feu » : dans les zones frontalières montagneuses, les populations de minorités ethniques ont été poussées dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays afin de défricher des terres pour des projets d'extraction, notamment forestière et minière ; dans les plaines du delta de l'Irrawaddy et dans les plaines centrales, des formes d'endettement continuent de forcer les petits agriculteurs à quitter leurs terres pour s'installer dans les zones urbaines, tandis que d'anciennes régions de rizières ont été défrichées pour établir des agro-industries à grande échelle telles que la pêche intérieure et les plantations d'huile de palme. Bien que la plupart des terres du Myanmar soient habitées par des petits agriculteurs et des minorités ethniques, la loi sur la gestion des terres vacantes, en jachère et vierges, adoptée en 2012, les rend sans propriétaire, à moins que des formes de certification légale puissent être fournies, ce qui n'existe pas dans la plupart des cas. L'impact de la loi est illustré par le fait qu'on estime à 45 millions d'acres la superficie des terres considérées comme vacantes, en jachère ou vierges, dont 82 % se trouvent dans des États où vivent des minorités ethniques [27].

Pendant ce temps, l'idéologie des « races nationales » a justifié le nettoyage ethnique des Rohingyas. Ce nettoyage a pris de nombreuses formes, du déni de la citoyenneté et du statut d'État à l'exacerbation des tensions ethniques, culminant avec la campagne de transferts forcés menée par Tatmadaw en 2017, qui comprenait des viols militaires, des meurtres et l'incendie de maisons. On estime que 30 000 Rohingyas ont été assassinés, que plus de 40 000 ont disparu (présumés morts) et que plus de 700 000 ont été expulsés vers le Bangladesh [28]. Ces atrocités ont également donné lieu à des tentatives de la part de milices ethno-nationalistes d'établir un État rohingya indépendant, bien que leurs perspectives soient limitées.

« Une discipline qui fait prospérer la démocratie »

La période de « démocratie florissante de la discipline » (l'accord de partage du pouvoir entre Tatmadaw et les dirigeants civils élus, inscrit dans la constitution de 2008) promettait d'ouvrir une nouvelle ère de liberté et de prospérité pour les travailleurs et les pauvres. Il a été célébré par les médias bourgeois comme une étape importante vers une société plus démocratique. En réalité, les réformes ont été soigneusement conçues par Than Shwe et les généraux au pouvoir pour céder une partie de leur pouvoir tout en conservant un rôle dominant et de premier plan dans le paysage politique et économique du pays. Il s'agissait également d'une manœuvre permettant de lever une grande partie des sanctions occidentales à l'encontre du régime et d'ouvrir à la classe capitaliste du pays de nouvelles possibilités d'accumulation de capital.

Au cours des années 1990, le régime de Than Shwe a créé un proto parti, l'Association Développement, Solidarité, Union (Union Solidarity Development Association, USDA), afin de

contribuer à la mise en place de réseaux de patronages locaux et d'une base de soutien au régime. En 2009, l'USDA comptait quelque 25 millions de membres, dont des travailleurs du secteur public (obligatoire), des capitalistes importants et émergents, des enseignants et des étudiants. L'USDA s'est ensuite transformée en USDP pour participer aux élections de 2010, qu'elle a remportées haut la main - en grande partie en raison du refus de la LND de s'y présenter -, l'ancien général U Thein Sein devenant le premier dirigeant « démocratiquement élu » du pays depuis plus de 50 ans. De 2011 à 2015, le gouvernement USDP de Thein Sein a introduit un grand nombre de réformes libérales-démocratiques souvent associées aux partis libéraux ou sociaux-démocrates, comme la légalisation des syndicats, ainsi que l'augmentation des dépenses de santé et d'éducation.

Le parti politique dominant durant la période de « discipline de la démocratie florissante » était bien sûr la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi. La LND est un parti libéral-bourgeois ; ses membres fondateurs et son personnel dirigeant - Suu Kyi, d'anciens officiers militaires, des avocats, des journalistes, des intellectuels, des médecins et d'autres professionnels de la classe moyenne - sont tous profondément attachés au règne du capital. Bien qu'elle revendique plus d'un million de membres, la plupart d'entre eux sont issus des classes moyennes urbaines et rurales et ne sont pas en mesure d'influencer les décisions ou les politiques des dirigeants de la LND. Parallèlement, l'association permanente de Suu Kyi avec la lutte contre la junte précédente et qu'elle soit la fille du « père fondateur » du pays (Aung San) confère à la LND son attrait populaire et nationaliste.

Le caractère libéral-bourgeois de Suu Kyi et de la NLD explique pourquoi ils étaient prêts à faire des compromis avec Tatmadaw et à accepter les paramètres de la constitution de 2008. Cela signifiait donner une légitimité à l'accord de partage du pouvoir avec les militaires, ainsi que soutenir et adopter la plupart des politiques de l'USDP et courtiser de nombreux « copains » (cronies) du pays. Cela explique également le traitement terrible réservé par la LND aux minorités ethniques, notamment son soutien enthousiaste à la campagne de nettoyage ethnique menée par Tatmadaw contre les Rohingyas, ainsi que son recours à la répression contre les travailleurs et les petits agriculteurs des plaines centrales bamars. Malgré cela, Suu Kyi et la LND sont restés extrêmement populaires électoralement - en grande partie en raison de l'absence d'une alternative crédible à leur gauche ancrée dans le mouvement ouvrier et les pauvres des zones rurales - et ont remporté haut la main les élections de 2015 et 2020 avant d'être renversés par le coup d'État de février.

Pourquoi Min Aung Hlaing a-t-il décidé de prendre le pouvoir ? Quatre « conditions favorables » ressortent :

1. Dépendance permanente à l'égard des capitaux de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Malgré la levée des sanctions, la « discipline démocratie florissante » n'a pas entraîné une augmentation significative des IDE des capitaux occidentaux, et les retombées du génocide des Rohingyas ont eu un impact particulièrement négatif sur les investissements. Au contraire, les principaux moteurs de l'accumulation de capital sont restés Singapour, la Chine et la Thaïlande. Entre-temps, les conséquences économiques du COVID-19 n'ont fait qu'exacerber cette dépendance vis-à-vis de certaines parties de la région asiatique, en particulier la Chine.

2. Des scissions dans la classe dirigeante.

Au gouvernement, Suu Kyi et la LND ont tenté d'affaiblir l'emprise du corps des officiers et du capital de l'État birman sur l'orientation de l'accumulation du capital par une réglementation plus stricte des opérations et des finances de l'État, par des tentatives de privatisation d'un certain nombre d'EEE « peu performantes » et par le transfert du contrôle des branches de la bureaucratie d'État hors de Tatmadaw. De manière significative, un certain nombre de « copains » ont exprimé

leur soutien aux réformes économiques et les éléments modérés de l'USDP n'y sont pas opposés non plus.

3. Crise dans le parti proxy des militaires.

Bien que l'USDP bénéficie encore du soutien des capitalistes actifs dans les industries lourdes, l'extraction des ressources, l'agro-industrie à grande et moyenne échelle, les soldats et leurs familles, ainsi que des sections les plus réactionnaires du clergé bouddhiste, l'ensemble de ces forces ne constitue pas une base de soutien suffisamment large pour présenter l'USDP comme un véhicule électoral viable. Ces dernières années, l'USDP a été déchiré par des scissions et des controverses. De nombreux membres l'ont quitté pour former des partis mineurs, et certains ont même rejoint la LND. Pendant ce temps, les dirigeants modérés de l'USDP ont récemment modifié leurs règles de candidature afin de ne plus favoriser les officiers militaires à la retraite. Les résultats des élections de 2020 ont également anéanti les aspirations de Ming Aung Hlaing à passer du statut de militaire à celui de dirigeant civil : malgré le contrôle par Tatmadaw de 25 % des sièges dans les deux chambres du Parlement, les résultats catastrophiques de l'USDP ne suffiraient pas à nommer Min Aung Hlaing Premier ministre.

4. Les conflits armés en cours contre les minorités ethniques.

En dépit d'un important battage médiatique au sein de l'establishment libéral, Suu Kyi et la LND n'ont guère fait avancer les accords de cessez-le-feu du régime militaire précédent. Pendant ce temps, la guerre dans l'État de Rakhine entre le Tatmadaw et l'Armée d'Arakan, une milice ethno-nationaliste complice des atrocités commises contre les Rohingyas, a aggravé les tensions entre le corps des officiers et la LND. Bien que l'armée d'Arakan et le Tatmadaw aient négocié un accord de cessez-le-feu informel et demandé que les élections de 2020 aient lieu dans l'État de Rakhine, la commission électorale nommée par la LND les a annulées, ainsi que les élections dans un certain nombre d'autres zones minoritaires. Le conflit en Arakan - à la fois le refus de Suu Kyi d'acquiescer au Tatmadaw et les griefs légitimes concernant la suppression des électeurs - a créé une fenêtre d'opportunité grâce à laquelle la section la plus endurcie du corps des officiers a pu réaffirmer sa domination. La droite dure de l'USDP a poursuivi les allégations de fraude électorale contre la LND ; bien que ces allégations aient été rejetées par la commission électorale, elles ont servi de justification au coup d'État de février.

Au lieu de marquer une rupture définitive avec la politique de la « démocratie florissante et disciplinée » - un cadre établi par les dirigeants militaires pour assurer leur domination politique et économique continue sur le pays - le coup d'État de Min Aung Hlaing est une tentative de reconfigurer l'arrangement. Son régime représente une constellation distincte de forces de classe qui ont été incapables de présenter une alternative politique populaire à Suu Kyi et à la LND. Il s'agit du personnel dirigeant de Tatmadaw, des conglomérats contrôlés par l'armée, du capital de l'État birman, des cronies qui sont prêts à rester soumis aux réseaux de patronage de l'État, des sections les plus réactionnaires du clergé bouddhiste et de la droite dure de l'USDP.

Le régime de Min Aung Hlaing a cherché à renforcer les aspects les plus clientélistes des réseaux de patronage de l'État par le biais du plan de relance économique du Myanmar (MERP) récemment annoncé. Le MERP est une copie conforme d'un plan similaire proposé par la LND avant le coup d'État, comprenant d'importants allègements fiscaux pour les riches et les grandes entreprises, avec quelques ajustements dans l'intérêt des capitalistes d'État. Entre-temps, le nouveau gouvernement a présenté des plans pour de nouvelles raffineries de pétrole et de gaz, une expansion des plantations d'huile de palme, ainsi qu'un certain nombre d'améliorations des infrastructures à Naypyidaw. Les contrats seront attribués dans le cadre de partenariats publics corrompus qui ressemblent à ceux qui ont bâti le régime de Than Shwe dans les années 1990 et 2000.

Bien qu'ils soient quelque peu mécontents du coup d'État, les principaux acteurs régionaux impliqués dans l'accumulation de capitaux dans le pays - la Chine, la Thaïlande et Singapour - n'ont montré aucun signe de retrait des énormes projets d'infrastructure qu'ils ont mis des décennies à construire. Rien ne permet de penser que les sanctions économiques visant le régime auront un autre résultat que reproduire l'effet des sanctions précédentes et renforcer la dépendance permanente à l'égard de la région asiatique. (Sans parler des vastes fonds accumulés dont dispose le capital de l'État birman pour affronter une telle tempête [29].) Entre-temps, le fardeau des retombées économiques plus larges continuera de peser sur la classe ouvrière sous la forme de pertes d'emplois et d'austérité.

Min Aung Hlaing a également consolidé sa position au sein du corps des officiers en continuant à promouvoir une jeune génération de commandants de terrain et de généraux qui lui sont fidèles et en purgeant les éléments modérés qui ont travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement de la LND évincé, limitant ainsi les perspectives d'un coup de palais. Il a également cherché à « réformer » le système électoral majoritaire à un tour du Myanmar, qui a profité à la LND. Le résultat de ces réformes aidera non seulement l'USDP et les généraux à se reconstruire électoralement, mais permettra également à une pléthore de partis minoritaires dans les États ethniques de contester la domination électorale de la LND. Entre-temps, le procès en cours de Suu Kyi et d'autres hauts responsables de la LND constitue une monnaie d'échange utile à long terme si la situation se retourne contre Tatmadaw.

La gauche et la transition démocratique

S'il y a eu une rupture avec la « démocratie florissante et disciplinée », c'est bien le soulèvement de février et mars contre le coup d'État. Ce soulèvement était un refus clair de collaborer à la fois avec les dirigeants militaires et la classe dirigeante au sens large. Il a été rendu possible en grande partie par des années d'organisation militante des travailleurs, des étudiants et des pauvres des zones rurales contre les gouvernements civilo-militaires et les grèves contre la dictature militaire précédente [30]. Malgré les limites du processus de libéralisation, l'élargissement des libertés démocratiques sous le régime civil-militaire a créé un espace dans lequel les travailleurs et les autres couches opprimées ont pu s'organiser plus ouvertement contre les inégalités profondément enracinées qui caractérisent le pays et tenter de faire avancer leurs propres intérêts de classe.

La légalisation des syndicats, l'institutionnalisation de la négociation collective et la création d'un organe d'arbitrage composé d'anciens militaires et de représentants du capital étaient des concessions. L'espoir était d'éviter des grèves comme celles qui avaient éclaté dans le secteur de l'habillement en 2009-2010, à la fin de la dictature de Than Shwe. Mais presque dès l'adoption du premier texte de loi sur le travail en 2011, les districts industriels de Hlaing Tharyar, Shwepyithar et Hmawbi, dans la banlieue de Yangon, ont connu une nouvelle vague de grèves, qui a conduit à la création de dizaines de nouveaux syndicats d'usine [31].

Une autre vague de grèves a submergé le secteur de l'habillement en 2015-17, notamment une émeute en 2017 au cours de laquelle des centaines de travailleurs sont descendus dans l'usine Hangzhou Hundred-Text Garment, dans la banlieue de Yangon, endommageant les véhicules de l'usine, brisant les vitres, démolissant les machines, attaquant la direction et prenant plusieurs cadres en otage. (L'émeute faisait suite à une grève de 15 mois pour des heures supplémentaires non payées, qui a entraîné le licenciement du dirigeant syndical de l'usine). Puis, en 2019, les travailleurs de l'habillement ont mené une autre vague de grèves sauvages avant que COVID-19 ne soit utilisé pour réprimer le militantisme.

L'élargissement du droit de grève et de constitution d'un syndicat a permis aux militants de créer des centaines de nouveaux syndicats pendant la transition. Et contrairement aux pays dans lesquels les syndicats sont bien établis, avec des bureaucraties bien ancrées et des dirigeants passifs, beaucoup de ces syndicats ont été créés par des grèves sauvages et même des émeutes.

De même, la mise en place par le gouvernement USDP de Thein Sein d'un organisme chargé des litiges fonciers, composé d'anciens fonctionnaires de l'État, a déclenché un certain nombre de luttes menées par de petits agriculteurs pour récupérer des terres confisquées sous la dictature de Than Shwe. Ces luttes ont été particulièrement vives dans les régions du delta de l'Irrawaddy, dans les régions de Monywa et de Sagaing, ainsi que dans un certain nombre de zones peuplées de minorités ethniques. Aung San Suu Kyi et la LND se sont montrées tout aussi répressives à l'égard de ces petits agriculteurs que leurs homologues de l'USDP, et ont renforcé les lois qui permettent aux grandes entreprises d'accéder à de vastes étendues de terres occupées.

Les militants étudiants se sont battus pour rétablir les syndicats étudiants, qui avaient été interdits sous la précédente dictature. Ces militants se sont heurtés à une forte résistance de la part des administrations universitaires et des partisans de l'ancien régime. Le climat combatif généré par cet activisme a également conduit à la création d'une série d'associations politiques où les étudiants pouvaient discuter et débattre ouvertement de sujets politiques pour la première fois en plus de cinq décennies. Un certain nombre de forums plus explicitement radicaux ont également fleuri, notamment des cercles de discussion marxistes à Yangon.

Les étudiants radicaux des grandes villes ont également établi des réseaux avec les travailleurs et ont soutenu les grèves et les émeutes lorsqu'elles ont éclaté. Dans les zones plus régionales, les étudiants activistes ont construit des réseaux similaires avec les petits agriculteurs autour des questions de dépossession des terres et des problèmes environnementaux. L'opposition des étudiants aux crimes sanctionnés par l'État contre les minorités ethniques (comme les atrocités commises dans l'État de Rakhine contre les Rohingyas et d'autres groupes de la périphérie) a constitué un aspect important du militantisme étudiant pendant la transition, en particulier à Yangon [32]. Là encore, bon nombre des lois répressives utilisées pour persécuter les responsables de la NLD sous la nouvelle dictature ont été utilisées contre les militants de gauche au cours de cette période.

Ce sont les étudiants radicaux et les travailleurs de l'habillement qui ont lancé les manifestations du 6 février, lesquelles ont contribué à catalyser les actions initiales des travailleurs de la santé (dont beaucoup étaient d'anciens étudiants militants) et ont servi de détonateur social au mouvement révolutionnaire qui a suivi [33]. Un ouvrier de l'habillement de Yangon a expliqué plus tard que la solidarité commune entre les étudiants et les travailleurs au fil des ans est ce qui leur a permis d'unir leurs forces le 6 février et au cours des semaines suivantes :

« Nous avons l'habitude de faire des grèves dans les usines, mais faire une grève contre des militaires armés, c'est différent. Nous n'avons jamais participé à des grèves politiques auparavant. Mais les étudiants ont beaucoup d'expérience dans ce domaine. Et par ici, beaucoup de travailleurs savent que les étudiants soutiennent toujours les travailleurs quand ils font grève. » [34]

Le ciblage de ces militants et l'interdiction pratique de la plupart des syndicats au Myanmar depuis le coup d'État sont des mesures calculées pour déraciner ces réseaux et les priver de leur capacité d'action. L'un des effets de la répression a été la rupture de ces liens, mais pas entièrement. L'organisation clandestine des travailleurs sur le lieu de production se poursuit sous le nouveau régime militaire, malgré les difficultés et les dangers extrêmes que cela implique [35]. Mais la tendance générale au sein de la gauche a été d'abandonner la promotion de l'auto-activité de la classe ouvrière et de rejoindre la prolifération des groupes armés qui ont émergé après la défaite de

la grève générale de mars.

Une « guerre révolutionnaire du peuple » ?

L'aile de la classe dirigeante qui a été renversée lors du coup d'État de février s'est regroupée sous le nom de gouvernement d'unité nationale (GUN). Bien que dirigé par la LND, le GUN comprend un certain nombre d'hommes politiques issus de minorités ethniques et a cherché à dépasser le conflit entre le centre et la périphérie par le biais d'un programme politique pour un nouvel État birman : une nouvelle Constitution et un système politique fédéraliste qui accordent l'autonomie aux régions des minorités ethniques ainsi que la citoyenneté aux Rohingyas. L'une des composantes de la stratégie du GUN pour le pouvoir est la « guerre révolutionnaire du peuple », qui vise à hégémoniser les diverses milices (« forces de défense du peuple » ou PDF) qui sont apparues en opposition au coup d'État, tout en attirant les organisations armées ethniques (EAO) qui étaient soit en guerre, soit en cessez-le-feu avec le régime birman avant le coup d'État [36].

Il existe deux types de PDF qui combattent actuellement le régime de Min Aung Hlaing : les forces de défense locales autonomes et celles directement liées au ministère de la Défense du GUN. Les groupes locaux se sont développés à partir des luttes de la base contre les forces de sécurité et opèrent en grande partie indépendamment du GUN. Dans le même temps, les autres groupes armés entretiennent des liens plus étroits avec le GUN : certains ont été créés directement par le GUN, tandis que d'autres ont cherché à s'associer plus étroitement au gouvernement parallèle.

Au moment de la rédaction du présent rapport, on compte jusqu'à 500 unités PDF opérant dans tout le pays, la plupart agissant comme des milices au niveau des municipalités. La taille de chaque unité va de grands groupes comprenant plusieurs centaines de personnes à de petites cellules de deux ou trois douzaines. Les estimations de leur nombre vont de 25 000 combattants armés à 100 000, y compris ceux qui s'entraînent ou cherchent à s'engager. Ces chiffres peuvent être ajoutés aux 30 000 combattants de la guérilla qui constituent les milices ethniques actuellement engagées dans le combat contre le régime.

Ces chiffres sont dérisoires par rapport aux 400 000 soldats de Tatmadaw, aux forces de surveillance des frontières et aux milices pro-gouvernementales. Pourtant, ils ont placé le régime de Min Aung Hlaing sous pression, le mettant à rude épreuve dans un certain nombre de régions périphériques, lui infligeant environ 4 000 pertes et provoquant un flux constant de défections. Nombre de ces transfuges participent à la formation et à la direction des insurgés armés et jouent un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de vastes opérations de propagande visant à encourager les défections et les mutineries dans les rangs de Tatmadaw.

Les forces de résistance prédominent actuellement le long de cinq « fronts » principaux : le couloir occidental des États de Sagaing et de Chin ; l'État de Kachin où opère l'Armée d'indépendance kachin ; le front oriental des États de Kayah et de Kayin où les PDF combattent aux côtés de factions de l'Union nationale karen (KNU) et du Parti national progressiste karenni ; le nord de l'État de Shan, où l'armée de l'Alliance démocratique nationale du Myanmar et son Alliance du Nord se sont engagées dans des combats ; et à travers le delta de l'Irrawaddy et les plaines centrales, où une mosaïque de guérillas urbaines et rurales sont engagées dans une insurrection diffuse et urbanisée impliquant des attentats à la bombe et des assassinats de personnel militaire.

De son côté, le GUN est basé dans l'État de Kayin, sous la protection de la KNU, et les forces présentes dans les autres régions échappent largement à son contrôle opérationnel ou à son commandement. Il est important de noter que l'Armée Arakan dans l'État de Rakhine et l'Armée unie de l'État Wa et ses partenaires dans l'État de Shan ont maintenu leur cessez-le-feu et adopté

une position de neutralité armée par rapport au régime de Min Aung Hlaing.

Dans leur rapport pour le Wilson Centre, « Seizing the State : The Emergence of a District Security Actor in Myanmar », Ye Myo Hein et Lucas Meyers affirment que deux facteurs principaux entravent actuellement la « guerre révolutionnaire » du GUN. Le premier est leur manque d'armement lourd, qui rend difficile pour les PDF de capturer et de conserver des territoires et de contrer la puissance terrestre et aérienne supérieure du Tatmadaw. L'autre est l'absence d'une structure de commandement et de contrôle centralisée capable de surmonter celle du Tatmadaw. Compte tenu de ces avantages, le Tatmadaw peut concentrer ses forces contre des insurgés isolés et non coordonnés, les réduire et les vaincre au fil des mois, voire des années. Entre-temps, de nombreuses EAO se méfient à juste titre du GUN dirigé par la LND, étant donné la façon dont il a traité les minorités ethniques par le passé, et ne se sont pas encore engagées au-delà des frontières de leurs zones ethniques pour sauver les PDF assiégées.

Historiquement, le Tatmadaw a adopté une stratégie similaire contre le Parti communiste de Birmanie (PCB) en le confinant aux régions frontalières tout en éliminant des poches isolées dans les régions centrales ; une approche similaire a été adoptée contre le All Burma Students' Democratic Front à la suite du soulèvement de 1988.

En effet, la lutte armée n'a rien de nouveau pour la gauche birmane et a joué un rôle fondamentalement destructeur. Le passage du PCB à la lutte armée pendant la Seconde Guerre mondiale et au début de la période d'indépendance a été désastreux, contribuant à subordonner la classe ouvrière aux forces nationalistes bourgeoises, créant un terrain politique hautement militarisé qui excluait la classe ouvrière de toute action indépendante, et donnant au Tatmadaw une raison de construire un appareil répressif centralisé qui pouvait être utilisé contre les travailleurs et les pauvres [37]. Cela reflétait un changement plus large dans les partis communistes stalinisés au niveau international, où l'objectif d'auto-émancipation de la classe ouvrière a été remplacé par la collaboration de classe et la substitution d'autres forces de classe (comme les groupes armés inspirés par le maoïsme). À cet égard, les membres de la gauche birmane qui rejoignent les milices populaires armées n'ont pas encore rompu avec cet héritage désastreux.

Hein et Meyers affirment que pour surmonter les limites actuelles, les milices devront trouver un moyen d'accéder à l'artillerie lourde, très probablement par le biais de puissances régionales telles que la Chine, réunir les groupes locaux et nationaux sous des structures de commandement centralisées et trouver des moyens de remédier aux mauvais résultats de la LND avec les minorités ethniques. En d'autres termes, la « guerre révolutionnaire du peuple » est une forme de restauration capitaliste par le haut : une stratégie étagée qui cherche à limiter la lutte contre Min Aung Hlaing à la restauration de la démocratie bourgeoise. Une telle approche subordonne nécessairement les intérêts de classe des travailleurs et des pauvres, en reportant leurs demandes et leurs doléances à un avenir lointain, lorsqu'une démocratie stable aura été instaurée.

L'approche militarisée représente une rupture fondamentale avec le mouvement révolutionnaire observé au cours des premières semaines de février et mars 2021. Alors que les grèves et les manifestations de masse donnaient confiance aux autres travailleurs et les attiraient, ainsi que des couches plus larges, dans la lutte, les bombardements, les assassinats ciblés et les fusillades produisent le contraire. Tragiquement, la militarisation croissante de la résistance contribue à consolider un terrain politique qui exclut la participation démocratique et populaire de la classe ouvrière et du « peuple ».

Il est peu probable que la lutte militaire puisse renverser Tatmadaw. Cependant, même si la « guerre révolutionnaire du peuple » est couronnée de succès, le bilan de la LND au pouvoir a clairement indiqué que le NUG ne s'attaquera pas aux nombreux problèmes auxquels sont

confrontés les travailleurs et les pauvres. Le GUN n'a pas indiqué qu'il apporterait une solution à la concentration des richesses au sein de la classe capitaliste ; il n'a pas non plus indiqué qu'il abrogerait les lois qui persécutent les petits agriculteurs et les poussent à quitter leurs terres ; et le bilan déplorable de la LND avec les minorités ethniques signifie qu'une solution démocratique aux questions nationales, une autodétermination complète sur la terre et le travail sont peu probables, puisque les régions frontalières sont un site clé d'accumulation du capital pour les capitalistes nationaux et régionaux qu'ils cherchent à représenter. En effet, pour remettre en cause l'une de ces conditions, il faut s'attaquer au pouvoir économique et politique de la classe dirigeante birmane, ce que les forces coalisées autour du GUN n'ont aucun intérêt à faire. Le GUN chercherait plutôt à privatiser de plus grandes sections du capital de l'État afin d'affaiblir le corps des officiers, comme l'indiquait le programme de réforme économique de la LND avant le coup d'État [38]. Pourtant, tout passage à une économie plus entièrement commercialisée ne ferait qu'ouvrir le pays à davantage d'investissements nationaux et étrangers parasites de la part du grand capital. Ces mesures ne feraient qu'exacerber les tendances à la dépossession des terres dans les zones rurales, qui ont soutenu la croissance de l'emploi à bas salaire dans les centres urbains.

Tout cela met en évidence les problèmes que pose une telle vision étagée de la révolution, qui cherche à limiter la lutte contre le régime de Min Aung Hlaing à la conquête étroite du pouvoir d'État capitaliste par une large alliance entre les travailleurs, les pauvres et les éléments mécontents de l'élite urbaine. Il ne s'agit pas de nier qu'une certaine composante armée sera nécessaire pour renverser Min Aung Hlaing ; mais l'objectif de ceux qui s'engagent à voir réussir les tâches de la révolution inachevée du Myanmar (démocratie politique et économique, terres pour les petits agriculteurs et autodétermination pour les minorités ethniques) ne devrait pas être d'aider à la construction d'une nouvelle « machine bureaucratique-militaire » qui serait incapable de résoudre aucun de ces problèmes.

Du développement combiné et inégal à la révolution permanente

La théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky [39] offre une alternative à la vision étagée de la révolution. Elle le fait en combinant les défis démocratiques et socialistes à l'ordre des choses existant. Au Myanmar, ces défis comprennent : l'acquisition de la terre par les petits agriculteurs contre les grands intérêts fonciers liés aux anciens militaires, aux fonctionnaires de l'État et à leurs amis ; la résolution de la question nationale ; et, bien sûr, la réintroduction de la démocratie parlementaire par le renversement du régime de Min Aung Hlaing. Aucune de ces revendications n'est, en soi, incompatible avec les relations sociales capitalistes ; mais leur réalisation dans le contexte du développement combiné et inégal du Myanmar soulève nécessairement la possibilité d'une révolution sociale afin de briser le réseau de forces de classe par lequel la junte de Min Aung Hlaing est maintenue.

La théorie de Trotsky soutient que seule la classe ouvrière peut offrir une solution à ces tâches en remettant en cause la base entière des relations sociales capitalistes. Bien que la classe ouvrière soit jeune et peu nombreuse, sa concentration dans les grandes entreprises modernes, dans les secteurs de l'économie cruciaux pour l'État et les réseaux régionaux de capitalistes, lui donne le poids social nécessaire pour prendre la direction politique de la « révolution démocratique » contre la dictature militaire. Au lieu de rendre volontairement le pouvoir politique à la bourgeoisie, qui est incapable de diriger la lutte contre Tatmadaw, la classe ouvrière peut transformer la révolution démocratique en une révolution socialiste, en contournant la nécessité d'une phase de démocratie bourgeoise. L'isolement d'une telle révolution au Myanmar devrait être rompu par l'internationalisation du processus révolutionnaire à travers des luttes similaires dans toute la région asiatique.

La théorie de Trotsky est également étroitement liée à l'attitude marxiste vis-à-vis de l'État capitaliste et de la crise révolutionnaire. Toutes les révolutions qui ont impliqué une composante ouvrière significative ont produit des situations de « double pouvoir » : une confrontation entre les organes du pouvoir ouvrier et un État capitaliste sévèrement affaibli. Ces institutions du pouvoir ouvrier émergent organiquement de la lutte révolutionnaire elle-même, comme la nécessité de coordonner les grèves, de formuler des revendications politiques, de défendre les masses contre la violence de l'État capitaliste et de continuer à fournir des services essentiels sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Mais l'existence d'un double pouvoir et d'institutions du pouvoir ouvrier ne suffit pas à elle seule à vaincre l'État capitaliste ; une organisation révolutionnaire ayant pour objectif la prise du pouvoir par la classe ouvrière est nécessaire pour s'assurer que l'État capitaliste est incapable de se regrouper.

Dans ce contexte, pourquoi la classe ouvrière du Myanmar n'a-t-elle pas réussi à renverser le régime de Min Aung Hlaing lors de la grande vague de grèves de février et mars ? Deux facteurs ressortent :

1. L'incapacité de créer un second pouvoir gouvernemental des masses laborieuses.

Les grèves générales des 8, 15 et 22 février avaient uni les travailleurs aux pauvres des villes et des campagnes, faisant d'eux la force motrice de la lutte révolutionnaire. La grève générale prolongée qui a débuté le 8 mars est allée plus loin et a commencé à poser la question de savoir qui devait gouverner le Myanmar de manière plus directe. Grâce à chacune de ces grèves générales, il a été possible d'entrevoir un gouvernement révolutionnaire des masses laborieuses.

Par exemple, les réseaux de soutien du MDC qui se sont étendus des syndicats aux groupes communautaires et ont aidé à soutenir les travailleurs en grève illustrent le pouvoir des gens ordinaires de puiser dans leurs propres ressources collectives et de fournir les produits de première nécessité souvent pris en charge par l'État : nourriture, eau, aide sociale, aide médicale, ainsi qu'un abri pour ceux qui évitent d'être arrêtés. De même, les organisations d'autodéfense de quartier et les combattants de rue agissaient comme des milices qui assuraient la protection et la surveillance contre les armes répressives de l'État.

Mais le cœur des grèves générales était constitué par les comités organisés directement par les grévistes eux-mêmes. Dans certains endroits, ces comités ont pris le contrôle direct de la production : les travailleurs de l'électricité à Yangon ont occupé leurs lieux de travail pour empêcher les forces de sécurité de mener des raids nocturnes au début du mois de février ; les marins, les camionneurs et les travailleurs des chantiers navals du terminal de Yangon ont commencé à organiser le transport de nourriture, de médicaments et d'autres biens essentiels fin février et début mars [40].

Dans leur forme la plus développée, les comités de grève ont fusionné avec des organisations d'autodéfense de quartier, comme celle qui a eu lieu dans un ensemble de logements près de la gare de Ma Hlwa Gone, dans le canton de Mingalay Taung Nyunt à Yangon [41]. Le comité de grève est devenu la principale autorité politique de la région, impliquant les cheminots, les infirmières, les médecins, les enseignants, les fonctionnaires, les étudiants et d'autres habitants dans une lutte commune contre le coup d'État, organisant des piquets de grève et des occupations de lieux de travail (comme les confrontations régulières avec les forces de sécurité dans un certain nombre de gares et de cours de triage de Yangon), tentant de fraterniser et de négocier avec les soldats, effectuant des patrouilles de sécurité nocturnes dans la région, tout en fournissant des produits de première nécessité aux habitants. Alors que des organismes similaires sont restés géographiquement isolés dans certaines poches de Yangon, les habitants de Mandalay et de Bago ont également signalé l'existence de comités de grève de quartier [42].

Malheureusement, ces initiatives révolutionnaires ne se sont jamais regroupées en un système cohérent d'autogestion collective. Pour atteindre le niveau d'un gouvernement révolutionnaire des masses laborieuses, ces expériences devraient être généralisées à un niveau local et national. Elles devraient également pénétrer dans les centres d'accumulation du capital qui sont restés largement épargnés par les grèves, en particulier les champs de gaz de la mer d'Andaman et les mines de jade de l'État de Kachin. Ce faisant, ils auraient pu commencer à jeter les bases d'un réseau de conseils de travailleurs qui pourraient éventuellement se disputer le pouvoir.

Il est raisonnable de suggérer que les comités de grève générale formés à la mi-février auraient pu jouer un tel rôle s'ils avaient pu se développer. Par le biais des comités de grève, il aurait été possible de former à la fois des comités de grève de canton et un organe national qui aurait pu placer la classe ouvrière dans une meilleure position pour répondre aux questions soulevées par la grève générale étendue du 8 mars. Si les réserves de carburant et d'énergie venaient à manquer, les travailleurs pourraient relancer la production sous leur propre contrôle pour alimenter les districts ouvriers et populaires tout en continuant à paralyser le régime de Min Aung Hlaing et la classe capitaliste. Les fermes, les usines de transformation des aliments et les marchés auraient pu être gérés selon des principes similaires. En général, une direction du mouvement ouvrier consciemment pro-révolutionnaire trouverait des moyens d'étendre et d'approfondir le mouvement tout en continuant à répondre aux besoins de sa base populaire et des couches moyennes hésitantes. Si les travailleurs commençaient à occuper et à saisir leurs lieux de travail pour mener à bien ces tâches, d'autres questions auraient été soulevées ; en particulier, le droit « sacré » de la propriété privée et le droit de la direction à gérer pourraient être remis en question. Contrairement au CRPH, ce type d'autorité politique aurait été une expression organique des personnes impliquées dans les luttes quotidiennes contre la dictature : une autorité capable de poser un défi direct au pouvoir politique et économique du régime de Min Aung Hlaing.

Pendant ce temps, l'incapacité des formes de pouvoir ouvrier à s'implanter dans la capitale Naypyitaw, le siège du gouvernement, a permis aux militaires de passer les jours les plus difficiles. En construisant une capitale artificielle, loin du centre urbain de Rangoon (Yangon), les militaires ont réussi à empêcher les masses d'exercer le type de pression qui a forcé une partie du corps des officiers à rompre avec le régime du BSPP en 1988 [43]. Toute stratégie qui ne cherche pas à confronter et finalement à détruire le cœur du régime de Min Aung Hlaing à Naypyitaw ne peut réussir, car elle laisse le noyau du corps des officiers intact et leur permet de continuer à fonctionner.

De même, le mouvement a été condamné par son incapacité à promouvoir des mutineries de masse au sein du Tatmadaw. Priver l'État de son appareil répressif, ou du moins l'affaiblir fondamentalement a été crucial pour le succès de la plupart des révolutions modernes.

Beaucoup ont tenté de faire valoir que Tatmadaw est une armée comme nulle autre, imperméable à de tels appels. Bertil Lintner, écrivant dans *l'Asia Times*, a fait valoir qu'une combinaison de facteurs a permis d'éviter que des fissures ne s'ouvrent dans le régime. Il cite l'idéologie de la « double fonction », qui justifie le rôle prépondérant de l'armée dans le développement économique et social ainsi que dans la défense nationale (les « trois causes principales ») ; ses puissants intérêts économiques par le biais d'entreprises contrôlées par l'armée ; et la crainte de représailles pour ses nombreux crimes qu'il s'agisse d'atrocités antérieures dans les régions ethniques ou de récents crimes commis lors de la répression du soulèvement [44]. Mais les fissures qui sont apparues à la suite des défections vers le mouvement anti-coup révèlent les mêmes divisions de classe qui structurent toute armée moderne.

« Il y a un énorme écart de richesse entre les rangs supérieurs et inférieurs de la Tatmadaw », explique l'ancien capitaine militaire Nyi Thuta, l'un des plusieurs centaines de transfuges et l'un des

fondateurs du groupe People's Soldiers, qui a été à l'avant-garde de l'aide aux défections [45]. Les hauts gradés de la Tatmadaw sont issus en grande majorité de la classe dirigeante et conservent des liens économiques, familiaux et sociaux avec cette classe, tandis que les rangs moyens et inférieurs sont issus des pauvres des villes et des campagnes. « *Seuls les fonctionnaires de haut niveau sont associés au secteur commercial de l'armée* », dit-il. « *Ces fonctionnaires obtiennent les bénéfices de ces entreprises, alors que le personnel de base n'a aucune part. Bien qu'ils [les généraux] parlent toujours de la 'construction de l'État', il semble à beaucoup d'entre nous qu'ils ne font que 'construire' pour eux-mêmes.* »

En outre, le capitaine Thuta affirme que sur les 400 000 soldats, seuls 20 % ont été déployés pour commettre des violences contre des civils. En février et mars, l'essentiel des violences a été commis par la police antiémeute contrôlée par l'armée, tandis que la plupart des soldats sont restés dans les casernes. Cela suggère que les soldats ne sont pas fiables, ou du moins qu'ils sont perçus comme tels par leurs officiers.

Les moyens par lesquels la loyauté est maintenue en sont une preuve supplémentaire. Les soldats et leurs familles vivent une existence étroitement contrôlée, résidant dans des enceintes militaires dont il faut obtenir la permission de sortir, ce qui donne lieu à ce que le capitaine Thuta décrit comme une situation d'« otage ». « *De nombreux soldats souhaitent faire défection* », explique-t-il, faisant référence aux 75 % de soldats qui auraient rejeté le coup d'État. « *Mais ils craignent pour la sécurité et la vie de leurs familles qui restent sur les bases militaires. Ceux qui ont une famille dont ils doivent s'inquiéter ne sont pas prêts à vivre dans la clandestinité comme le font actuellement les transfuges. Dans ce système, les militaires de base et leurs familles souffrent autant que la population.* »

L'identification à l'idéologie des « trois causes principales » dépend de la capacité de Tatmadaw à se présenter comme la seule puissance étatique légitime et souveraine. Il s'ensuit qu'un organisme rival ayant des prétentions similaires à la légitimité populaire a la capacité de détacher de larges sections de soldats de rang de leurs commandants. Cela explique en partie le nombre de défections qui ont eu lieu vers les différentes forces de résistance, estimé à 2 000 soldats et 6 000 policiers. Ces chiffres ne sont pas suffisants pour renverser le régime, mais ils ne sont pas non plus insignifiants. Pour les transfuges tels que le capitaine Thuta, leur engagement idéologique envers l'idée que le régime de Min Aung Hlaing pourrait être renversé - combiné à des circonstances personnelles telles que l'absence de famille vivant sur une base militaire - sous-tend leur capacité à tolérer les difficultés matérielles auxquelles ils sont confrontés. Pour d'autres qui souhaitent faire défection, l'absence d'une alternative claire signifie qu'ils ne voient pas d'autre choix que de rester sous l'emprise de Tatmadaw.

Si une telle alternative avait existé en février et mars - un « gouvernement révolutionnaire des masses laborieuses » - le tableau aurait pu être bien différent. Les cas isolés de fraternisation entre ouvriers et soldats - comme les ouvriers devant la Banque centrale de Yangon qui ont posé avec les soldats pour des photos de groupe tout en les incitant à rejoindre le MDC - auraient pu devenir coordonnés et plus répandus [46]. Par le biais de ces organismes, il aurait été possible de formuler des appels ciblant les griefs que les soldats de base ressentent à l'égard de leurs supérieurs : préoccupations concernant les salaires et les conditions de travail ; extension de la démocratie dans leurs propres rangs ; nationalisation des conglomérats militaires sous le contrôle des travailleurs et canalisation de leurs ressources vers des services essentiels pour les travailleurs et les pauvres ; et amnistie pour les soldats de base pour les atrocités commises en suivant les ordres. Si l'on ajoute à cela les saisies massives de terres dans les campagnes et le soutien des minorités ethniques, l'absence de « paix » et de « stabilité » dans les zones frontalières, qui justifie la poursuite des opérations de Tatmadaw dans ces régions, pourrait être renversée : seule la révolution pourrait résoudre le conflit perpétuel et instaurer une paix juste. Les soldats de base auraient pu se voir

présenter un choix clair : s'engagent-ils dans un État corrompu, inégalitaire et brutal dirigé par Min Aung Hlaing et ses acolytes ? Ou s'engagent-ils en faveur d'une alternative démocratique, libératrice et populaire organisée par « les masses laborieuses » ?

2. L'absence d'une organisation révolutionnaire.

Seule une organisation révolutionnaire profondément enracinée dans la classe ouvrière et les pauvres aurait pu agir dans ce sens. L'organisation révolutionnaire n'est pas seulement une condition préalable à l'objectif du pouvoir des travailleurs - son existence est également nécessaire pour essayer de maximiser les gains des luttes partielles avant cet objectif. En février et mars, il existait un réel potentiel pour que même les petites organisations révolutionnaires fassent de sérieux progrès et jouent un rôle de premier plan dans les luttes en cours. De nombreux signes indiquaient qu'un nombre significatif de travailleurs étaient ouverts aux idées révolutionnaires ; et les conducteurs de train, les infirmières, les chauffeurs de camion, les marins, les enseignants et d'autres travailleurs avancés agissaient en tant qu'avant-garde, entraînant les autres dans la lutte. Le fait que beaucoup de ces travailleurs avancés aient pris l'initiative - ou travaillé aux côtés - d'étudiants radicaux montre également qu'une organisation révolutionnaire enracinée parmi les étudiants pourrait jouer un rôle important dans de telles luttes. La tragédie est que toutes ces couches avancées agissaient de manière spontanée et n'étaient pas unies par un projet politique et une organisation commune.

Une organisation révolutionnaire enracinée dans ces éléments avancés aurait pu s'appuyer sur la vague spontanée de militantisme qui s'est déclenchée en février et tenter de la généraliser ; elle aurait pu communiquer les expériences des travailleurs les plus avancés qui avaient développé des comités de grève dans le but d'élever chaque lutte au niveau des plus développés ; elle aurait pu les relier par le biais des comités de grève sur une base locale, régionale et nationale ; et elle aurait pu transformer le moteur de la lutte révolutionnaire en un gouvernement des masses laborieuses capable de poser un défi direct à l'ensemble de la classe dirigeante.

Si ces facteurs avaient existé en février et mars, il est très probable qu'une forme de compromis aurait été conclue entre une partie du corps des officiers et le CRPH (très probablement le résultat d'un contre-coup mené par des officiers de rang intermédiaire sous le poids des mutineries de la base) afin de reprendre le contrôle de la situation. Il est difficile de prévoir ce qui suivrait un tel mouvement, mais il est peu probable que la situation qui en résulterait soit stable. Les forces sociales libérées par un tel processus auraient produit une situation de double pouvoir : d'un côté, un gouvernement provisoire composé du CRPH et du corps des officiers prétendant représenter « le peuple » ; de l'autre, un mouvement révolutionnaire avec des organisations d'autogestion naissantes.

Par conséquent, il y a deux sens dans lesquels la révolution devrait « passer » d'une révolution démocratique à une révolution socialiste pour répondre aux aspirations du peuple birman.

Premièrement, toute « machine bureaucratique-militaire » nouvellement installée ne serait pas en mesure d'apporter une solution à la concentration de la richesse parmi le corps des officiers, les fonctionnaires de l'État et leurs amis. Un tel gouvernement ne serait pas non plus en mesure de résoudre la question agraire (terres pour les petits agriculteurs), ni d'apporter une solution juste à la question nationale. En effet, la remise en cause de ces conditions implique de s'attaquer au pouvoir économique et politique de la classe dirigeante dans son ensemble, ce que la classe des officiers - même dans ses sections les plus radicales - ne fera jamais.

Deuxièmement, toute attaque contre la classe dirigeante birmane est également une attaque contre la classe dirigeante de Chine, de Thaïlande et de Singapour voisins, et un problème de sécurité pour

les États indien et bangladais. Face à une situation révolutionnaire en Birmanie, ces régimes deviendraient une base régionale de la contre-révolution avec le soutien d'autres puissances impériales. Pourtant, un tel scénario ouvre le potentiel révolutionnaire des luttes pour la démocratie au sein de ces régimes voisins ; seules les masses laborieuses de la région seraient en mesure de sauver le peuple birman en lançant des assauts similaires contre leurs propres classes dirigeantes.

Aucune de ces tendances n'a pu se développer, car le CRPH - en tant que représentant des sections libérales de la classe dirigeante du Myanmar et des leaders des minorités ethniques qui aspirent à les rejoindre - a pu assumer la direction politique des grèves. Ce faisant, ils ont limité le poids du processus révolutionnaire par trois interventions cruciales. Premièrement, ils ont limité les revendications de la lutte à des réformes politiques superficielles qui ne répondaient pas aux préoccupations sociales sous-jacentes qui motivaient les travailleurs et les pauvres. Deuxièmement, le sabotage des comités de grève par des membres de la LND qui ont fait valoir que ces organes pourraient se transformer en une base de pouvoir rivale du CRPH. Enfin, en promouvant le « droit à l'autodéfense » à la mi-mars (après un mois et demi d'appel à la « protestation pacifique » face aux massacres perpétrés par la Tatmadaw), ils ont contribué à canaliser le sentiment répandu que Min Aung Hlaing devrait être renversé par la force armée, en abandonnant la lutte sur le lieu de production pour la « guerre révolutionnaire du peuple » [47]. De cette manière, la LND et le CRPH ont joué un rôle important dans la défaite de la grève générale étendue.

La stratégie poursuivie par la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM) et l'Alliance du travail du Myanmar (l'organe syndical composé de 16 membres qui a lancé la grève générale prolongée du 8 mars) est également responsable de la défaite. Ils n'ont montré aucune volonté de canaliser l'énergie créatrice de la base vers les formes naissantes du pouvoir des travailleurs. Au lieu de cela, les syndicats ont demandé aux puissances impériales d'imposer des sanctions commerciales au régime, dont l'histoire montre qu'il détruit les conditions de vie des pauvres tout en laissant les riches intacts. Ils ont systématiquement limité leurs revendications à ce qui était acceptable pour le CRPH, transformant ainsi la grève générale étendue en un auxiliaire du CRPH. En témoignent les innombrables manifestations de la classe ouvrière tout au long du mois de février, qui ont été menées jusqu'aux bureaux des Nations unies, du consulat américain et de l'Organisation internationale du travail [48]. Malgré la jeunesse et le militantisme de nombreux syndicats au Myanmar, qui ne sont pas aussi bureaucratés que leurs homologues occidentaux, et malgré le rôle central que d'innombrables militants de la classe ouvrière ont joué en dirigeant et en catalysant la vague de grève, ce mouvement héroïque a été gâché. La politique dominante prônée par la bureaucratie de la CTUM a bloqué la voie vers des conclusions plus radicales tirées par des sections de travailleurs, et a permis à Tatmadaw de reprendre le contrôle de la situation.

La terreur contre-révolutionnaire utilisée pour écraser la grève générale étendue témoigne des paroles du révolutionnaire français Saint-Just : ceux qui ne font qu'une demi-révolution ne font que creuser leur propre tombe.

« Jusqu'à la fin du monde »

L'instinct du mouvement d'opposition à la junte est sain : le cri de guerre de tous ceux qui continuent à résister au régime de Min Aung Hlaing - « jusqu'à la fin du monde » - contient en lui la promesse d'une lutte sans fin contre le régime militaire. Mais la question demeure : quelle force dans la société est capable de mettre fin au régime militaire et de créer un résultat qui puisse commencer à s'attaquer aux vastes inégalités qui caractérisent la société birmane ? Cet article a soutenu que la classe ouvrière doit devenir la classe dirigeante du processus révolutionnaire. Ceci en raison du pouvoir de classe qui découle de sa position au sein de la masse du peuple birman : un

pouvoir qui découle de la dépendance du capitalisme vis-à-vis des travailleurs pour produire les biens et fournir les services qui permettent à la société de fonctionner, et un intérêt matériel à surmonter les formes d'oppression qui caractérisent le traitement des pauvres en milieu rural et des minorités ethniques.

L'instabilité permanente qui caractérise la junte de Min Aung Hlaing peut ouvrir la possibilité de crises et d'assauts futurs contre son régime. En particulier, les manifestations éclairs en cours contre le régime doivent trouver un moyen de relier les revendications de la classe ouvrière concernant les salaires, les conditions de travail, les droits syndicaux, la santé, l'éducation et la protection sociale, ainsi que celles liées aux pauvres des zones rurales et aux minorités ethniques, à l'objectif politique plus large du renversement de la dictature. De même, ceux qui s'engagent à faire progresser la position de la classe ouvrière sous la dictature militaire devront rompre avec la politique de sanctions menée par la bureaucratie de la CTUM, car elle se substitue à la tâche immensément difficile de continuer à organiser les travailleurs sur le lieu de production.

La tâche essentielle des révolutionnaires au Myanmar aujourd'hui doit être de jeter les bases d'une organisation socialiste capable de rassembler les travailleurs les plus avancés en une force de combat capable de diriger la masse des travailleurs et d'entraîner derrière eux les couches opprimées plus larges dans une révolution qui anéantit l'ensemble de la classe dirigeante birmane. Une telle organisation ne se construira pas du jour au lendemain ; elle ne sera pas non plus en mesure d'influencer ou de diriger les luttes de masse contre la dictature dans un avenir proche. Mais une telle organisation doit être construite avant le type de crise révolutionnaire qui a éclaté en février 2021. Ce type d'organisation commencera nécessairement par un petit nombre d'individus dévoués, convaincus de la nécessité de renverser le capitalisme birman par une révolution dirigée par la classe ouvrière. Ces révolutionnaires auront besoin d'un haut niveau de clarté politique, en particulier en ce qui concerne l'effet désastreux du stalinisme et du maoïsme sur la gauche birmane, et d'une compréhension claire des formes d'organisation de la classe ouvrière qui peuvent leur donner la meilleure chance de transformer une révolte politique contre le régime militaire en une révolution sociale [49].

En effet, la classe ouvrière n'est pas seulement le fossoyeur du régime de Min Aung Hlaing ; elle est le fossoyeur de l'ordre social tout entier sur lequel repose le pouvoir de la classe dirigeante. Dans ce pays construit avec des martyrs, eux seuls peuvent tenir la promesse : « Nous ne serons pas satisfaits jusqu'à la fin du monde ».

Robert Narai

P.-S.

• Marxist Left Review :
<https://marxistleftreview.org/articles/until-the-end-of-the-world-myanmars-unfinished-revolution/>

Notes

[1] Cette chanson a été écrite par Naing Myanmar pendant le soulèvement de 1988 et a depuis été au cœur de la résistance contre le régime militaire.

[2] Cet article n'aurait pas été possible sans les innombrables heures de conversations avec des révolutionnaires sur le terrain au Myanmar. De nombreuses idées contenues dans cet article sont basées sur des entretiens que j'ai menés avec eux au cours de l'année 2021, dont certaines parties ont été publiées dans Red Flag. Pour des raisons de sécurité, les noms réels ne peuvent être utilisés, mais je tiens à remercier tout particulièrement M^e M^e Myint, Ko Ko Zaw, Thar Yar Than, Ma Su Su Wai, Phyo Moe Lwin, Z, James, Katie, Kelvin, Min Khaing Khant, Soe San, U Toke Gyi, Mena, Saw Khu Zon, Ohn Nyo, Nyi Thuta et Aung Kaung Sett. Leur esprit révolutionnaire a été une source constante d'inspiration. Ma correspondance avec Stephen Campbell m'a également apporté de nombreuses informations. Les commentaires d'Omar Hassan sur une version antérieure de l'ouvrage ont également été déterminants pour la version finale.

[3] J'utilise indifféremment les termes Birmanie/Burmese et Myanmar pour désigner le pays et ceux qui l'habitent. Le premier, qui remonte à la dernière dynastie avant la domination coloniale, dérive du groupe ethnique majoritaire, les Birmans ; le second, une forme littéraire, apparaît pour la première fois dans des inscriptions du 12^e siècle. En 1989, le nom officiel du pays a été changé en Myanmar par la junte au pouvoir, avec des révisions correspondantes pour les villes et les groupes ethniques. Pour en savoir plus sur les connotations ethniques et linguistiques complexes de ces noms, voir Callahan 2009a.

[4] Lwin 2021.

[5] The Irrawaddy 2021 ; Blazevic 2021.

[6] Organisation internationale du travail 2021 ; PNUD 2021. Pour un compte rendu de l'apogée de la troisième vague de COVID-19 au Myanmar, voir Narai 2021c.

[7] Organisation mondiale de la santé 2021.

[8] Harkins et al, 2021.

[9] Myint 2021. Pour en savoir plus sur l'impact de COVID-19 et le système de santé du Myanmar, voir Narai 2021c.

[10] Paddock 2021.

[11] Wai 2021.

[12] Lwin 2021.

[13] Zaw 2021. Les grèves générales des 8, 15 et 22 étaient en grande partie des « actions spontanées » appelées par le MDP et soutenues par les différents syndicats.

[14] Dans la tradition marxiste révolutionnaire, ce processus a été appelé « la grève de masse ».

[15] Un certain nombre de manifestations de soutien au soulèvement contre les militaires ont eu lieu dans les camps de réfugiés au Bangladesh en février et mars.

[16] Narai 2021a.

[17] Z 2021.

[18] Galache 2021. Pour plus d'informations sur la terreur, voir Narai 2021b.

[19] Cady 1958. Galache 2020 fournit une vue d'ensemble accessible des divers peuples indigènes qui habitaient cette région avant la domination britannique et de divers conflits qui ont précédé la colonisation. Il est important de noter qu'il réfute l'idée dominante d'une grande partie de l'historiographie officielle birmane qui projette une harmonie préétablie et des identités ethniques fixes sur l'histoire précoloniale.

[20] Pour un compte rendu détaillé de cette période, voir Callahan 2004.

[21] Le général Saw Maung, dont beaucoup pensent qu'il souhaitait transmettre le pouvoir à la LND lors des élections de 1990, a été renversé par un coup d'État de palais en 1992 par le groupe de Than Shwe. Pour un compte rendu de ces luttes, voir Myint-U 2019, en particulier les chapitres 2 et 3.

[22] La moitié des importations de gaz naturel de la Thaïlande provient d'opérations conjointes avec le MOGE dans la mer d'Andaman.

[23] Bauer et al 2018.

[24] Jones 2014.

[25] Galache 2020, chapitre 9 et conclusion.

[26] Les premiers cessez-le-feu ont été signés avec les groupes issus des restes du Parti communiste de Birmanie : l'Armée unie de l'État Wa et l'Armée démocratique de Kokang (rebaptisée plus tard Armée de l'Alliance démocratique nationale du Myanmar). En échange de l'accès aux ressources naturelles des zones frontalières, le régime central des basses terres leur a permis de contrôler leurs propres zones auto-administrées dans le nord de l'État de Shan, grâce auxquelles ils ont construit leurs propres États semi-indépendants.

[27] Woods 2017.

[28] Le meilleur récit de cette histoire se trouve dans Galache 2020.

[29] On estime que Myanmar Oil and Gas Enterprise dispose d'au moins 7 ans d'épargne de précaution, tandis que Myanmar Gems Enterprise en a 172. Voir Bauer et al 2018.

[30] Dans un échange de courriels avec Stephen Campbell, il a souligné que la majorité des grèves contre la dictature militaire de Than Shwe n'ont pas été documentées et qu'il n'existe pas de comptes rendus facilement disponibles, à l'exception des récits oraux des participants qu'il a reçus. Cependant, la vague de grèves des travailleurs de l'habillement de 2009-2010 a reçu une certaine attention de la part des médias, des militants et des chercheurs. Et si le soulèvement de 2007 contre la précédente junte militaire n'a pas permis d'obtenir de changements immédiats, on peut raisonnablement penser que la crainte de soulèvements similaires a joué un rôle dans la transition vers un régime civilo-militaire en 2010. Pour plus d'informations sur le soulèvement de 2007, voir Callahan 2009b.

[31] Campbell 2013.

[32] Narai 2021a.

[33] Maung 2021.

[34] Wai 2021

[35] Cela inclut la création d'un nouveau journal de la classe ouvrière, le *Workers' Journal*, qui est lié au processus d'organisation clandestine qui se poursuit.

[36] Ce qui suit est basé sur le récit qui m'a été donné dans Zaw 2021.

[37] Lintner 1990

[38] Liu 2020. Il convient de noter que la privatisation des actifs de l'État a été une préoccupation politique persistante des gouvernements de la NLD, à laquelle l'USDP et les représentants nommés par l'armée au parlement ont opposé une résistance répétée.

[39] Voir Trotsky 1931.

[40] Lwin 2021.

[41] Ce qui suit est basé sur le récit qui m'a été donné dans Zaw 2021.

[42] Ko Ko Zaw a souligné qu'un certain nombre d'employés du secteur public à Mandalay avaient créé des organes similaires ; Zaw 2021. Thar Yar Than, un combattant de la milice locale de Bago, a utilisé le terme « gouvernement révolutionnaire » pour désigner l'autorité politique qui avait été établie dans les quartiers est de la ville et qui a été mise en déroute par les forces de sécurité lors du massacre du 9 avril ; Than 2021. Pour un compte rendu du massacre de Bago, voir Narai 2021b.

[43] Mon et Weston 2021.

[44] Lintner 2021.

[45] Ce qui suit est basé sur la correspondance dans Thuta 2021.

[46] Paddock 2021.

[47] James 2021

[48] Celles-ci sont bien documentées sur la page Facebook de la CTUM tout au long des mois de février et mars 2021.

[49] Le cercle de discussion qui s'est constitué autour du blog Revolutionary Marxism et leur publication récente *The Struggle* ont fait des pas importants dans cette direction. En raison de l'histoire du stalinisme et du maoïsme, ils sont censés être le premier groupe trotskyste à émerger organiquement de la gauche birmane et, en plus de tenter de développer une véritable compréhension marxiste du capitalisme birman, ils ont traduit un certain nombre d'écrits de Trotsky en birman pour la première fois.